



PRÉFET DE L'ISÈRE

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**Service protection de l'environnement**

Téléphone : 04 56 59 49 99  
Mél : ddpp-env@isere.gouv.fr

Affaire suivie par : Isabelle DEMOND  
Téléphone : 04 56 59 49 85  
Mél : isabelle.demond@isere.gouv.fr

**Arrêté d'autorisation  
actualisant les conditions d'exploitation de la société  
DS SMITH à SAINT-JEAN-DE-BOURNAY  
N°DDPP-ENV-2016-07-21**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et l'article R.512-31 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** les décrets n°2016-630 du 19 mai 2016 et précédents, modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société DS SMITH au sein de son établissement implanté 112, impasse du pré de la barre sur la commune de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY (38440) et notamment le récépissé de déclaration n°25064 du 27 octobre 1994 ;

**VU** le courrier en date 10 juillet 1998 ayant accordé le bénéfice des droits acquis à la société DS SMITH ;

**VU** le dossier d'actualisation des conditions d'exploitation de juin 2016 de la société DS SMITH ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, du 24 mai 2016 ;

**VU** la lettre du 25 mai 2016, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 9 juin 2016 ;

**VU** la lettre du 29 juin 2016, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son établissement ;

**VU** l'absence de réponse ;

**CONSIDÉRANT** que la société DS SMITH est autorisée à exploiter son site implanté 112, impasse de la barre sur la commune de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY par bénéfice des droits acquis mais qu'elle ne dispose pas d'arrêté préfectoral réglementant ses activités ;

**CONSIDÉRANT** qu'une mise à jour administrative du site au regard de l'évolution des activités du site ainsi que de la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, est nécessaire ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société DS SMITH pour son site de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement;

**CONSIDÉRANT** que la société DS SMITH est concernée par le dispositif des garanties financières défini au 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement au titre de la rubrique 2450-2-a en application de l'arrêté ministériel du 12 février 2015 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

## ARRÊTE

**ARTICLE 1er** – La société DS SMITH (siège social : 1, terrasse Bellini – 92800 PUTEAUX) est autorisée à exploiter une installation de stockage, transformation de papier carton et d'impression par flexographie située 112, impasse de la barre sur la commune de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY.

**ARTICLE 2** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

**ARTICLE 3** - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4** - Conformément aux dispositions de l'article R.512-33 du code de l'environnement, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute

extension de l'exploitation devra, avant sa réalisation, être portée à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert dans un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une demande préalable au Préfet.

**ARTICLE 5** - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Au moment de la notification, l'exploitant transmettra également au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation, les documents en sa possession sur les activités de l'entreprise dont les propositions d'usage futur, dans les conditions fixées par l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.

L'exploitant transmettra enfin au Préfet un mémoire de réhabilitation du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. Les travaux et mesures de surveillance nécessaires pourront être prescrits par arrêté préfectoral au vu du mémoire de réhabilitation.

**ARTICLE 6** - Un extrait du présent arrêté complémentaire sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 7** – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 8** - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 9** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de VIENNE, le maire de SAINT-JEAN-DE-BOURNAY et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DS SMITH.

Fait à Grenoble, le **25 JUL. 2016**

Le Préfet

Pour le Préfet, le Secrétaire Général  
Pour le Secrétaire Général absent  
Le Directeur de Cabinet

**Alexander GRIMAUD**